

**Maître de
l'ouvrage :**

UNIVERSITE SORBONNE PARIS NORD

99, avenue Jean-Baptiste Clément
93340 Villetaneuse

Maître d'œuvre :

EPOC Ingénierie

3 bis rue Maurice Grandcoing
94200 Ivry sur Seine

**Coordinateur
SPS :**

LS CONSEILS

1-3, rue Montera
75012 Paris

Site :

Campus de Villetaneuse

90, avenue Jean-Baptiste Clément - 93340 Villetaneuse

Programme :

**Projet de réaménagement des locaux Service Licences
Bâtiment Galilée**

Document :

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Phase :

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Lot n° 01 :

Travaux de curage - Sols - Plâtrerie/Menuiserie - Peinture

EPOC Ingénierie - USPN Villetaneuse / 387SORBGAL / LA-GG / Indice 0 du 25/10/2024

SOMMAIRE

1	Généralités	4
1.1	Exposé du projet.....	4
1.2	Objet de la présente consultation	4
2	Précisions administratives et techniques	5
2.1	Décomposition en lots	5
2.2	Reconnaissance préalable des lieux	5
2.3	Le présent lot 01	6
2.4	Coordination inter lots	6
2.5	Calendrier des travaux	6
2.6	Constitution des prix de vente de l'entreprise	7
2.7	Préparations - énergie - réunions de chantier.....	8
2.7.1	Réunions de chantier	8
2.7.2	Base vie - installations - alimentations.....	8
2.7.3	L'entreprise doit : (non exhaustif).....	9
2.7.4	Isolation du chantier	9
2.7.5	Stationnement et circulation des véhicules.....	9
2.7.6	Brûlage des déchets ou autres	10
2.7.7	PGC (Plan Général de Coordination)	10
2.7.8	PPSPS	10
3	Curage de l'existant.....	10
3.1	Documents de référence	10
3.1.1	Concernant l'hygiène et la Sécurité.....	10
3.1.2	Règlementation relative au bruit.....	11
3.2	Conduite et surveillance de chantier	11
3.3	Travaux de curage	12
3.4	Etat recherché au curage	12
3.5	Moyens mis en œuvre	12
3.6	Nettoyage et protection	13
3.7	Gestion des gravats et déchets	13
3.7.1	Coltinage	13
3.7.2	Tri sélectif / Bennes.....	13
3.7.3	Evacuation et recyclage des déchets	14
3.8	Remise en état du site	14
4	Revêtements de sol souples.....	14
5	Plâtrerie / Menuiseries intérieures.....	15
5.1	Spécifications techniques relatives aux ouvrages de plâtrerie.....	15
5.1.1	Documents réglementaires	15
5.1.2	Règlements, normes et DTU (liste non exhaustive)	15
5.2	Faux-plafonds.....	16
5.3	Menuiseries intérieures	17

5.3.1	Cloisons	17
5.3.2	Portes	18
6	Peinture	19
6.1	Fournitures et matériaux	19
6.1.1	Classification des produits de peinture.....	19
6.1.2	Subjectiles.....	20
6.1.3	Prescriptions techniques	20
6.1.4	Règles d'exécution.....	20
6.1.5	Etat de finition	20
6.1.6	Raccords	21
6.1.7	Protection des ouvrages - Nettoyage	21
7	Documents joints au présent dossier de consultation.....	21

1 Généralités

1.1 Exposé du projet

Dans le cadre d'un projet de réaménagement de locaux au R+1 (Mezzanine) du Bâtiment Galilée afin de relocaliser le service des Licences, l'USPN souhaite réaliser les travaux de second œuvre décrit dans les chapitres ci-dessous :

- ✓ Le cycle licence est composé de 7 personnes qui travaillent en équipe.
- ✓ Dans leurs tâches quotidiennes, elles ont besoin de communiquer en permanence.
- ✓ Les cloisons entre les bureaux devront être en partie vitrées, afin de favoriser les échanges visuels entre collègues et en partie pleine près de l'accueil des étudiants afin de garantir des échanges en toute confidentialité et de permettre d'installer des panneaux d'affichage (voir plan joint en annexe).
- ✓ Une circulation sera prévue entre le bureau de la responsable du service et le local archives le long de la façade afin de permettre la circulation entre les cellules.
- ✓ Seul, le bureau de la responsable du service sera indépendant et cloisonné, avec un accès individualisé.

Les travaux décrits au présent CCTP, concernent la définition des ouvrages du lot n° 01 composé de plusieurs corps d'état se déclinant en macro-lot, comme suit :

- ✓ 1. Curage des existants
- ✓ 2. Revêtements de sols souples
- ✓ 3. Plâtrerie / Menuiserie
- ✓ 4. Peinture

L'établissement est classé en type ERP de 5^{ème} catégorie : enseignement.

1.2 Objet de la présente consultation

La surface de l'étage concerné est de 152 m2 environ au R+1.

Le projet comprend pour partie de l'étage :

- ✓ Deux accès de part et d'autre de la circulation de la zone du projet concerné ;
- ✓ Un ascenseur ;
- ✓ Des sanitaires ;
- ✓ Un ensemble de réseaux courants faibles SSI (Système de Sécurité Incendie) détections et alarmes, contrôle d'accès. La centrale de détection est implantée dans le même bâtiment à l'étage supérieur, les câbles BUS circulent en réseaux entre les étages.
- ✓ Un ensemble de réseaux électriques courants forts dédié à l'éclairage et prises de courant et production d'ECS ;
- ✓ Le projet consiste à créer six bureaux d'accueil des étudiants, séparés par une cloison (dont une partie pleine et une partie semi-vitrée) avec une circulation libre côté façade, du bureau de la « responsable du service » jusqu'au local « Archives ».
- ✓ La cloison donnant sur la circulation actuelle sera déposée afin d'agrandir les nouvelles cellules.
- ✓ Une porte CF double vantaux sera créée dans la circulation côté sanitaires.
- ✓ Les deux portes double vantaux de la circulation sous contrôle d'accès seront raccordées au SSI.
- ✓ Aucun travaux ne seront réalisés en façade extérieure.
- ✓ Pendant les travaux le bâtiment restera en exploitation. En conséquence, l'entreprise veillera à la propreté du chantier en continu, elle s'oblige à ne pas laisser de matériels, de gravats dans les circulations qui doivent

être libre en permanence en cas d'évacuation d'urgence des usagers. Les gravats seront ensachés en permanence et évacués le jour même.

- ✓ Le nettoyage des espaces de circulation des usagers est de fait et quotidien. Aucun matériau inflammable ne pourra être stocké sur les différents niveaux.

2 Précisions administratives et techniques

L'objectif du présent CCTP, accompagné des plans et du cadre de DPGF a pour but de préciser les limites de prestations, auxquelles devront répondre les travaux de l'entreprise.

Les entreprises consultées ont libre choix des techniques à mettre en œuvre pour répondre à leur obligation de résultat qu'elles jugeront les plus adaptées pour satisfaire pleinement à la mise en œuvre et le retrait des enduits.

Ces choix devront être orientés par la recherche des conditions optimales de Qualité-Coût-Délai et de sécurité, le respect des règles de l'art, normes et réglementations en vigueur.

Les incertitudes concernant le présent DCE doivent être levées par l'entreprise avant la remise de son offre auprès du maître d'ouvrage (MOA) qui reportera ses demandes auprès du Maître d'œuvre (MCE), lors de l'instruction du présent DCE et à l'issue de la visite du site.

Les entreprises consultées ne pourront s'opposer à la décision du MOA, tant au niveau technique que financier. Aucune réclamation ne sera prise en compte par le MOA à ce propos pour une perte quelconque de chiffre d'affaire ou d'amortissement en exploitation. L'entreprise accepte sans réserve cette disposition.

Un repérage Amiante et Plomb avant travaux a été réalisé par le MOA qui n'a repéré aucun matériau contenant de l'amiante ou du plomb.

2.1 Décomposition en lots

La nature des travaux est définie dans 3 lots principaux, dont le Lot 01 qui se décompose en quatre cahiers techniques spécifiques. La présente entreprise doit prendre connaissance de façon exhaustive, des prestations dues par chacun d'entre eux, notamment :

- ✓ Pour le présent lot :
 - ❖ Consignation des réseaux CFO sur le niveau à partir de l'armoire divisionnaire et curage de l'existant ;
 - ❖ Revêtements de sol souples ;
 - ❖ Plâtrerie / Faux-plafonds / Menuiserie intérieure ;
 - ❖ Peinture.

Les autres lots sont les suivants :

- ✓ Lot 2 : Electricité courant forts et faibles, raccordement au SSI (programmation hors lot, à la charge du mainteneur du site).
- ✓ Lot 3 : Plomberie / Chauffage

2.2 Reconnaissance préalable des lieux

L'entreprise doit, durant la consultation, prendre contact avec le Maître d'Ouvrage pour connaître les modalités lui permettant de se rendre sur place pour une visite obligatoire des locaux.

Cette visite obligatoire permettra d'effectuer une reconnaissance qui portera notamment sur les points suivants, sans que cette énumération soit limitative :

- ✓ Les accès, les espaces de stockages, les conditions d'accès des intervenants entreprises,
- ✓ L'étendue des travaux,

- ✓ La prise de connaissance du TGBT ou armoire divisionnaire du niveau où sont projetés les travaux, afin de vérifier la capacité d'installation d'une alimentation provisoire électrique de chantier,
- ✓ L'état des existants et leurs principes constructifs,
- ✓ L'accessibilité aux réseaux divers, l'armoire divisionnaire en particulier les réseaux de chauffage et d'eau des blocs sanitaires pour consignations puis remise en service ;
- ✓ La nature des matériaux constituant les existants ;
- ✓ Les contraintes de phasage pour les compartimentages et signalétique appropriés,
- ✓ Le site peut recevoir les véhicules de l'entreprise sans restriction, sous réserve de respecter les obligations de sécurité et demandes du responsable Sécurité du site représentant le maître d'ouvrage (MOA) ;
- ✓ L'ensemble des mobiliers seront fournis par l'USPN.

2.3 Le présent lot 01

Le présent marché étant décomposé en trois lots, l'entreprise titulaire du présent lot 01 doit l'installation de chantier (Base vie pour l'ensemble de ses salariés et de ceux de ses sous-traitants éventuels et de ceux des autres lots).

L'entrepreneur doit chiffrer le projet, tel qu'il est présenté dans le cadre des CCTP et le cadre de DPGF qui doit être chiffré poste par poste.

2.4 Coordination inter lots

L'entreprise attributaire du présent lot devra se rapprocher impérativement des entreprises désignées du lot 02 Electricité et du lot 03 Plomberie / Chauffage en début de chantier, afin de procéder :

- ✓ A la définition des puissances électriques disponibles du site, nécessaires aux installations de chantier de son lot ;
- ✓ A la vérification des consignations des réseaux électriques ;
- ✓ A la vérification de l'exécution des VAT ;
- ✓ A un repérage des installations de luminaires et réseaux d'alimentations électriques, avant les déposes des appareils d'éclairage et goulottes en contact ;
- ✓ Aux déposes de tout appareillage électrique ;
- ✓ Au contrôle de la réalisation de la purge des installations de chauffage.

2.5 Calendrier des travaux

A la remise de son offre, l'entreprise établira un planning d'intervention faisant apparaître les tâches suivantes :

NOTA : Les entreprises devront prendre en compte le calendrier joint au DCE. En conséquence, les entreprises devront caler leur action suivant ce calendrier, et formuler toutes observations lors de la remise de leur offre.

- ✓ Les délais de réalisation de chacun des sous lots ;
- ✓ Les délais d'approvisionnement des matériaux ;
- ✓ Les délais de repli et nettoyage du site ;
- ✓ La fourniture des DOE.
- ✓ Le calendrier devra avoir obtenu l'aval de la MCE et du MOA. Celui-ci sera compilé dans un planning général incluant les travaux des entreprises de rénovation TCE.

L'entreprise s'engage, en fonction du calendrier d'exécution proposé, à répondre en termes et moyens, aux demandes MOA, suivant les phases et découpage des travaux à mener, et à respecter les délais imposés.

Le développement du chantier obéit à un ordre prioritaire et par une action efficiente :

- ✓ Les métrés en quantitatifs sous son entière responsabilité ;
- ✓ Les plans et schémas à soumettre pour AVIS à la MCE et le bureau de contrôle, avant de commencer les travaux ;
- ✓ Les travaux annexes, tels que déposes des réseaux non réutilisables, reprise en boîtes de dérivations ;
- ✓ Tous moyens de mise en élévation sécurisés des opérateurs ;
- ✓ Tous consommables et matériels appropriés ;
- ✓ Les mises en décharges des déchets après tri (Manutentions, frais de transports et décharges) ;

2.6 Constitution des prix de vente de l'entreprise

L'offre de l'entreprise est sensée avoir intégré ces contraintes, les obligations techniques et financières de toutes natures, ainsi que les engins et moyens nécessaires en manutentions et évacuations de gravats et déchets.

Compte prorata :

Pour cette opération, il n'est pas prévu de compte prorata. Chaque entreprise doit l'entretien quotidien de la base vie, l'évacuation des déchets de toutes natures et le nettoyage approfondi des locaux où elles interviennent.

En conséquence, il est convenu que, moyennant le prix ferme et définitif qui sera arrêté au marché, l'entreprise adjudicataire devra l'intégralité des travaux nécessaires et annexes au complet achèvement des travaux annexes induits, sans être fondée à se prévaloir d'erreurs, d'omissions ou d'une insuffisance de renseignements dans les plans et pièces écrites, qui lui auront été remis à l'occasion de la consultation.

L'entrepreneur devra instruire le cadre de DPGF en intégrant dans les prix unitaires, l'ensemble des frais et charges liés à sa profession et travaux décrits, des prestations dont elle a la charge, les obligations réglementaires.

Les prix unitaires comprennent tous les frais inhérents à chaque type de prestations relevant de son Lot et de coordination, en adéquations avec ses obligations de résultats.

Les entreprises consultées s'engagent à répondre sur le cadre de la DPGF en y incluant expressément, dans les prix unitaires, les prestations suivantes et toutes les prestations induites : (liste non exhaustive).

- ✓ L'encombrement des locaux ;
- ✓ La coordination entre les divers corps d'état ;
- ✓ Les métrés en quantitatifs sous son entière responsabilité ;
- ✓ L'analyse de risque propre à ce chantier ;
- ✓ Les matériels, matériaux et consommables ;
- ✓ L'installation de base Vie intégrale (conforme au Code du Travail) et repli ;
- ✓ La gestion des espaces de stockages, manutentions et de levage (engins et opérateurs), protections diverses,
- ✓ Les coûts de main d'œuvre et charges, de fournitures de matériaux et de matériels, de transport, de consommables divers ;
- ✓ Les protections techniques environnementales ;
- ✓ Les moyens de manutention de plateformes de travail sécurisées, de contraintes d'accès, de retrait et de curage, d'abattage des poussières ;
- ✓ Les évacuations, redevances et taxes diverses ;
- ✓ La sous-traitance éventuelle pour travaux annexes et transports divers ;
- ✓ L'évacuation des matériaux, manutentions mécaniques et manuelles, etc. ;
- ✓ Tous les frais de reprises nécessaires suite aux opérations préalable à la réception ;

- ✓ Tous les frais liés aux prestations énumérées dans la description des travaux propres son lot ayant une incidence technique pour le pilotage, consignations, déposes, etc.

Elles formuleront toutes les réserves d'incompatibilité d'exécution avant la remise de son offre auprès du MOA qui formulera les réponses adéquates avant la remise de l'offre.

En conséquence, il est convenu que, moyennant le prix ferme et définitif qui sera arrêté au marché, l'entreprise adjudicataire devra l'intégralité des travaux nécessaires et annexes au complet achèvement des travaux projetés et induits, sans être fondée à se prévaloir d'erreurs, d'omissions ou d'une insuffisance de renseignements dans les plans et pièces écrites, qui lui auront été remis à l'occasion de cette consultation.

L'ensemble des frais liés aux installations de chantier, base vie, espaces de stockage, manutentions et de levage, protections diverses, d'alimentations provisoires et définitives, d'entretien des coffrets de chantier, plateforme technique, échafaudages, etc... seront conformes au Code du Travail.

De plus, l'entreprise reste seule responsable des travaux de coordination et de son marché de base et des travaux implicitement induits, qu'elle devra exécuter.

L'obligation de résultat reste une contrainte à laquelle l'entreprise adhère sans réserve.

2.7 Préparations - énergie - réunions de chantier

2.7.1 Réunions de chantier

Chaque entrepreneur délèguera un de ses collaborateurs qualifiés aux rendez-vous de chantier, qui auront lieu une fois par semaine.

La date de ces rendez-vous sera fixée lors de la première réunion de coordination, en accord avec tous les entrepreneurs.

A la demande du Maître d'Ouvrage ou du pilote, des réunions de coordination supplémentaires pourront être organisées autant de fois que nécessaire pour la bonne marche du chantier, sans qu'aucun entrepreneur ne puisse faire valoir d'absence répétée, d'une plus-value ou indemnité sur des éléments débattus en son absence.

L'absence aux réunions de chantier donnera lieu à l'application d'une retenue sur le DGD de 100 € HT par absence constatée non justifiée. Cette retenue sera déduite des demandes d'acompte de l'entreprise sans que celle-ci puisse s'y opposer.

2.7.2 Base vie - installations - alimentations

Les mesures à prendre en termes d'hygiène et de sécurité sur le chantier seront conformes au décret 65.48 du 8 janvier 1965 et dernières mises à jour. Et loi du 6 décembre 1976, L. 4741-11 du code du travail Section III. Dito pour celle du titre deuxième - Principe généraux du plan de prévention, les articles L. 4121-1 et suites, aux arrêtés et décrets divers concernant le Plan de Prévention Art. R. 4512-6 et suites et Plan Général de coordination (PGC) art. R. 4532-42 du code du travail.

Important : les locaux, situés dans l'enceinte de l'Université, devront être nettoyés quotidiennement, du fait de l'occupation permanente des locaux. Il est interdit aux opérateurs de se rendre dans les locaux sans y avoir été invités. Les opérateurs seront obligatoirement cantonnés aux espaces définis par le SPS, la MCE et le MOA.

L'entrepreneur doit l'aménagement des cantonnements et vestiaires de chantier nécessaires aux personnels de l'entreprise, de ses sous-traitants et des salariés des autres lots du projet ; l'aménagement des locaux sera conforme à la législation du travail, (vestiaires, bancs, douches, etc.) et soumis à l'accord du CSPS.

L'installation de la base de vie sera faite dans un local proche du chantier.

En l'absence de locaux disponibles dans l'Université, l'entreprise devra l'installation de bungalows sanitaires, vestiaires, et de restauration.

- ✓ Les frais de nettoyage et d'entretien des sanitaires, sont à la charge de l'entreprise. Les autres corps d'état devront procéder au nettoyage quotidien de la base vie pendant leur activité sur le site.

- ✓ L'emploi de bouteilles de gaz est interdit sur le site.
- ✓ La location et le repli de la base vie est à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01.

En cas de mise à disposition de chauffe-plats, micro-onde, ils seront raccordés sur un disjoncteur indépendant des équipements de chantier.

L'entreprise devra la mise en place d'extincteurs, et si nécessaire les compléments à la demande du SPS et du MCE.

Les alcools et assimilés sont strictement interdits sur le site et dans les espaces vie. Les mégots de cigarettes seront obligatoirement ensachés, il sera interdit de fumer et de vapoter dans les locaux et espaces intérieurs.

2.7.3 L'entreprise doit : (non exhaustif)

L'entrepreneur du présent lot devra se coordonner avec l'entreprise du Lot 02 qui doit les raccordements et les installations électriques primaires pour le chantier à partir d'un disjoncteur ou coffret de comptage, éventuellement les prises de contacts et le suivi des Concessionnaires.

- ✓ En aucun cas l'installation électrique de chantier ne doit interférer avec celles du site restant en exploitation permanente. L'entreprise doit impérativement vérifier la puissance disponible des installations existantes en concertation avec le Lot 02.
- ✓ En cas de puissance insuffisante, l'entreprise du Lot 02 Electricité devra souscrire si nécessaire, un abonnement de chantier en tarif jaune ou une augmentation de puissance.

L'ensemble des frais relatifs aux prises de contact, aux installations de chantier, le repli et le désabonnement, sont inclus dans le forfait de l'entreprise.

Les installations provisoires doivent prendre en compte les remaniements, en fonction des phases de travaux.

2.7.4 Isolation du chantier

Sous réserve de l'acceptation des services du MOA sur site :

- ✓ Le bâtiment restant en exploitation, l'accès à l'étage doit être contrôlé par l'installation de cloisons en dur mises en place avec portes fermant à clé de part et d'autre de la circulation.
- ✓ Un constat préalable et contradictoire des voiries intérieures et extérieures sera établi entre la MCE, la MOA et l'entreprise.
- ✓ Toutes dégradations constatées sur la voirie publique et les espaces intérieurs du site seront reprises, aux frais exclusifs de l'entreprise responsable.

2.7.5 Stationnement et circulation des véhicules

Le stationnement de véhicules sera autorisé sur site suivant les accords express du MOA et du MCE sur les espaces dédiés exclusivement à cet effet. Le stationnement sauvage est interdit hors des emplacements désignés.

La porte d'accès au site doit toujours être libre pour faciliter la circulation intérieure nécessaire aux interventions des véhicules de secours pompiers et autres.

La circulation dans les espaces intérieurs du site est limitée.

Les entreprises gèrent les entrées / sorties du site au quotidien.

- ✓ Les entreprises restent seules responsables des accidents et doivent, si nécessaire rédiger un constat sans l'intervention d'intermédiaire.
- ✓ Le Code de la route s'applique en toutes circonstances à l'intérieur du site. Il est interdit d'engager les véhicules sur les espaces intérieurs sans raison justifiée.
- ✓ Tout contrevenant se verra déplacé du site par le responsable de l'entreprise à la demande de la MCE.

- ✓ La vitesse est limitée à 30km / h sans exception.

2.7.6 Brûlage des déchets ou autres

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage de déchets est strictement interdit.

2.7.7 PGC (Plan Général de Coordination)

Le présent chantier est soumis au PGC. La mission d'établissement de ce document et de son suivi permanent a été confiée au cabinet LS Conseils.

Code du travail, Section III - Art. L. 4532-8, et suites.

2.7.8 PPSPS

L'entreprise doit produire un PPSPS conforme au code du travail – Section IV art. L. 4532-9 et fonction du PGC section III – art L.4532-8.

- ✓ Toutes les obligations techniques en matériels, moyen humain et d'assistance, liés à ses travaux sont expressément incluses dans l'offre de l'entreprise.

3 Curage de l'existant

3.1 Documents de référence

Les ouvrages à la charge du présent lot seront exécutés conformément aux spécifications de tous les D.T.U applicables, toutes les Normes et Règlements en vigueur à la date de signature des marchés, y compris les Règles techniques et de calcul.

Les documents concernés sont à minima la liste ci-dessous, étant entendu que cette liste ne saurait être considérée comme exhaustive :

3.1.1 Concernant l'hygiène et la Sécurité

- ✓ Code du travail : Livre II – Titre III.
- ✓ Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 (modifiée) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- ✓ Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances
- ✓ Arrêté du 4 juillet 1985 suivi des déchets
- ✓ Loi n°88.1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- ✓ Circulaire du 28 décembre 1990 et arrêtés préfectoraux sur études déchets
- ✓ Loi n°92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- ✓ Les dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie-civil issues de la loi 93.1418 du 3 décembre 1993 portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes 92-57 du 24 juin 1994.
- ✓ Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels
- ✓ Loi n°95.101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- ✓ Circulaire du 15 Février 2000 relative à la planification des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- ✓ Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de Classe 1
- ✓ Décret n° 98.679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route

- ✓ Règlement des transports des matières dangereuses
- ✓ Règlement sanitaire départemental.
- ✓ La recommandation concernant les mesures de prévention dans les travaux de démolition de bâtiments par procédés mécaniques ou à la main, éditée par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés.
- ✓ Protection contre les poussières, en prenant toutes précautions et en appliquant tout moyen technique nécessaire pour éviter la propagation des poussières dans les rues et les propriétés riveraines.
- ✓ Tous les textes réglementaires concernant notamment les précautions à prendre pour l'utilisation de chalumeau, ainsi que pour prévenir tout risque d'incendie.

3.1.2 Règlementation relative au bruit

- ✓ Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit (modifiée par la loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992 et la loi n° 95-101 du 2 février 1995).
- ✓ Loi n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique.
- ✓ Arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage.
- ✓ Circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage.
- ✓ Arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par le ou les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier.
- ✓ Circulaire du 16 mars 1978 relative aux bruits émis par les engins de chantier.
- ✓ Arrêté du 3 juillet 1979 fixant le code général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier.
- ✓ Arrêtés du 2 janvier 1986 relatif à la limitation des bruits aériens émis par les matériels et engins de chantier.
- ✓ Circulaire du 16 mai 1986 relative aux bruits émis par les engins de chantier.
- ✓ Arrêté du 18 septembre 1987 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleteuses.
- ✓ Décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.
- ✓ Directive européenne n° 95/27/CE du 29 juin 1995, JOCE n° L 168 du 18 juillet 1995 relative à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les engins de terrassement applicable au 30 décembre 1996.
- ✓ Directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
- ✓ Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

3.2 Conduite et surveillance de chantier

L'entreprise titulaire du présent marché aura obligatoirement sur les lieux un chef de chantier qualifié qui la représentera en permanence. L'entreprise assurera seule la surveillance du chantier, c'est-à-dire qu'elle supportera l'entière responsabilité de toutes mesures adoptées par elle pour assurer l'exécution des travaux, la sécurité des biens et des personnes, maintenir le bon ordre et la discipline sur le chantier qui lui a été confié. L'entreprise adoptera seule toutes mesures de sécurité, d'hygiène ou autres qu'elle jugera utiles. Le tout sous sa seule et entière responsabilité.

Le Maître d'œuvre pourra formuler des observations sur l'organisation du chantier, celles-ci seront présentées à titre indicatif à titre préventif. Elles n'auront aucun caractère impératif sauf en cas d'incidents graves susceptibles de troubler l'ordre public ou lorsqu'il y aura divergence de vue avec d'autres entreprises occupées sur le chantier.

L'entrepreneur est seul responsable des contraventions aux règlements administratifs et de police en vigueur. En cas de condamnation encourue par ses préposés, ouvriers ou lui-même, l'entrepreneur ne dispose d'aucun recours contre le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou leurs préposés.

La présente Entreprise devra intégrer dans le cadre de son prix global et forfaitaire l'ensemble des dispositions imposées par le Coordinateur de sécurité au travers du PGC rédigé par ce dernier. De plus, celle-ci devra en cours de chantier, réaliser/adapter/modifier toutes installations réclamées par le Coordinateur SPS afin que le chantier soit toujours en sécurité. Ces travaux sont à la charge et sous l'entière responsabilité des Entreprises, cotraitants et sous-traitants éventuels.

3.3 Travaux de curage

L'ensemble des travaux de curage sera réalisé comme suit :

- ✓ Dépose des cloisons, visseries, chevilles, fixations diverses y compris la cloison entre bureaux et la circulation excepté les cloisons des archives et la cloison du bureau de la responsable côté circulation ;
- ✓ Dépose des habillages divers et revêtements de murs ;
- ✓ Dépose des revêtements de sol y compris ragréage ;
- ✓ Dépose des faux plafonds et équipements divers en plénum y compris ceux de la circulation, les têtes de DI seront consignées par l'exploitant désigné par la MCE/Æ, une coordination entre les deux lots est exigée et incontournable ;
- ✓ Après consignation des réseaux et si nécessaire la mise en place de vanne de coupure par le Lot 03 Plomberie / Chauffage, dépose de l'ensemble des équipements de chauffage, y compris radiateur et canalisations de la circulation derrière le mur du bureau de la responsable ;
- ✓ Après consignation par le Lot 02 Electricité, dépose de l'ensemble des équipements électriques CFO (câblages, luminaires y compris ceux de la circulation, coffrets et SSI, le cas échéant ;
- ✓ Evacuation des mobiliers (à l'exception des étagères existantes le long de la façade) ;
- ✓ Dépose et évacuation aux DP des menuiseries (portes, y compris bâtis) ;
- ✓ Dépose et évacuation aux DP des placards de la circulation.

3.4 Etat recherché au curage

L'objectif est de restituer à l'issue des travaux du présent lot, un espace brut :

- ✓ Sous-faces de plafonds, sols, murs ... exempts de supports L de rives T, tiges filetées, pattes de scellement et autres ouvrages rapportés, visseries et chevilles.

3.5 Moyens mis en œuvre

L'entreprise devra joindre à l'appui de son offre, la liste de son matériel en précisant celui qu'elle compte utiliser pour mener à bien le curage et le traitement des déchets dans le cadre des délais impartis.

Autres risques à prendre en compte, le cas échéant :

- ✓ Risques liés à l'inhalation de poussières de silice cristalline :

Le risque d'inhalation de poussières de silice cristalline existe dès que de la poussière est produite, par exemple lorsque l'on gratte, que l'on perce, que l'on taille ou que l'on cure des matériaux qui en contiennent. Tous les travaux qui produisent de la poussière de silice cristalline sont à risque, qu'il s'agisse d'activités de curage, de démolition, de décapage... Plus la poussière dégagée est fine, plus le risque sanitaire est important.

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline. La silice fait partie des agents chimiques dangereux (CMR) définis à l'article R4412-3 du Code du travail.

3.6 Nettoyage et protection

La présente entreprise doit le nettoyage consécutif de ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et selon les directives du Maître d'œuvre. Sont dus au présent lot la fourniture, la pose, l'aménagement en cours de chantier, l'entretien et l'enlèvement des protections de ses ouvrages.

3.7 Gestion des gravats et déchets

La présente entreprise présentera avant le démarrage du chantier les dispositions prises pour le coltinage, le stockage et l'évacuation des déchets dans l'emprise du chantier afin de limiter les nuisances, et ce, en fonction des différentes phases du chantier.

Ces dispositions devront impérativement s'inscrire dans le cadre global défini dans les pièces générales du présent dossier, et notamment la notice environnementale de chantier.

L'offre des entreprises fera apparaître clairement le coût de la gestion des déchets.

3.7.1 Coltinage

Pour l'ensemble des prestations énumérées aux articles ci-avant, l'entreprise devra dans le cadre de son prix global et forfaitaire la mise en place et en action du matériel permettant l'évacuation de l'ensemble des gravats et déchets issus des travaux de déshabillage et de curage intérieur.

Sont inclus tous coltinages à la main, goulottes, petits matériels qui seront rendus nécessaires par les conditions d'adaptation au site.

3.7.2 Tri sélectif / Bennes

Les prix forfaitaires et unitaires de l'Entreprise incluent le tri, le transport et les frais de traitement ou d'élimination (centre de valorisation, de regroupement mise en décharge spécialisée ou non) des déchets.

L'entrepreneur proposera dans son offre des ouvrages à curer un mode de gestion des déchets comprenant :

- ✓ Le type de matériaux à trier sur place ou au centre de traitement en vue d'une valorisation dans un centre spécialisé. Au minimum le tri permettra de collecter séparément :
 - ❖ Inertes ;
 - ❖ Déchets banals ;
 - ❖ Déchets spéciaux.
- ✓ La collecte des déchets spéciaux nécessite des précautions particulières de stockage, et des filières adaptées aux différentes catégories.

Si l'entreprise assure elle-même cette prestation, elle doit fournir la destination des déchets par nature et les volumes correspondants.

Le prestataire optimisera la rotation des bennes pour limiter les transports. Les déchets seront dirigés vers des installations conformes à la réglementation, en privilégiant les filières permettant une valorisation des déchets (réutilisation, recyclage, valorisation énergétique), en privilégiant également les filières locales, ce qui permet de réduire les nuisances induites par les transports.

Les bennes devront être accessibles facilement par les ouvriers et par les camions chargés de l'enlèvement. Leur disposition devra permettre le contrôle visuel du contenu des bennes et de la qualité du tri.

Les aires de stockage seront aménagées de façon à éviter que des personnes étrangères au chantier puissent y déposer d'autres déchets

3.7.3 Evacuation et recyclage des déchets

Afin d'assurer le contrôle de la gestion des déchets (tri, transport, élimination), l'entreprise de curage devra fournir au Maître d'ouvrage l'ensemble des bordereaux de suivi des déchets (BSD) issus des travaux de curage.

Il est entendu que le règlement intégral des factures émises par l'Entreprise ne pourra intervenir qu'à la remise de l'ensemble des BSD avec certificats de prise en charge des déchets dans les filières adaptées.

3.8 Remise en état du site

A l'issue de ces travaux, les rebouchages éventuels en plancher seront fermés par panneaux bois, d'épaisseur adaptée à la dimension du trou à protéger vis-à-vis des chutes. Panneaux impérativement fixés mécaniquement, l'objectif étant la mise en sécurité du site.

Pour les parois verticales, rebouchage effectué au plâtre ou au MAP pour les petits diamètres (<200mm), ou par éléments de carreaux de plâtre et complément plâtre pour les réservations de plus grande dimension.

Un nettoyage général du chantier sera assuré pour éliminer tous les déchets et gravats issus du curage.

4 Revêtements de sol souples

La nature et la mise en œuvre des matériaux répondront aux exigences de la réglementation en vigueur, en particulier pour le classement R (PC) et UPEC.

Tous les éléments qui présenteront des défauts (marques, rayures, etc..) seront systématiquement remplacés aux frais de l'entreprise.

L'Entrepreneur restera toujours et seul et unique responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les produits et matériaux les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs du chantier et de la réglementation ERP, dont notamment :

- ✓ Pose en intérieur ;
- ✓ Qualités mécaniques à la rupture comme à la déformation ;
- ✓ Pérennité des ouvrages pour l'utilisation qu'il en fait ;
- ✓ Résistance chimique et au feu ;
- ✓ Compatibilité des matériaux entre eux ;
- ✓ Esthétisme ;
- ✓ Toutes sujétions comprises ;

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères cités ci-avant.

Dans le cas contraire, il fera par écrit ses observations au Maître d'œuvre, avec éventuellement une contre-proposition.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

Le conditionnement des produits permettra une identification rapide et aisée des produits stockés sur le chantier.

L'entreprise doit :

- ✓ Nettoyage, aspiration des sols, reprises partielles des parties de ragréage soufflé, décollées, endommagées ;
- ✓ Au seuil de porte : pose de profilé de transition type à proposer au MCE en inox A4 ;
- ✓ Fourniture et pose d'un primaire d'accrochage compatible avec le produit de ragréage et revêtement ;

- ✓ Fourniture et pose d'un ragréage auto-lissant P4s, classé EC1 plus, à faible émission de C.O.V. Ponçage des « vagues »
- ✓ Fourniture et pose de lès soudés PVC,
 - ❖ Classement U.P.E.C. - U4 P3 E2 C0
 - ❖ Acoustique 19dB sur sols anciens
 - ❖ Epaisseur totale : 3,4 mm ;
 - ❖ C.O.V. : A+ ;
 - ❖ Réaction au feu : Cfl-s1 ;
 - ❖ Réaction au glissement : R9 ;
 - ❖ Produit de référence GERFLOR « Taralay – Initial Confort U4 » ou SARLON PRIMEO U4ou
 - ❖ SARLON TRAFIC U4 de la société FORBO-SARLINO ou produit techniquement équivalent ;
 - ❖ Antistatique - dissipateur : Classe 2 (NF P 62001) ;
 - ❖ Teinte sur catalogue au choix de la maîtrise d'ouvrage ;
- ✓ Fourniture et pose de barres de seuil en inox fixations tamponnées, vis à têtes fraisées ;
- ✓ Remontées en plinthes au périmètre des cloisons et murs ;
- ✓ Nettoyage de fin de chantier avant réception, repli des installations ;
- ✓ Réception contradictoire.

5 Plâtrerie / Menuiseries intérieures

5.1 Spécifications techniques relatives aux ouvrages de plâtrerie

5.1.1 Documents réglementaires

L'entrepreneur devra toujours respecter dans l'exécution de ses travaux sur les deux niveaux, ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, l'ensemble des lois et textes réglementaires, liste non exhaustive :

5.1.2 Règlements, normes et DTU (liste non exhaustive)

Règles de normalisation, décrets et instructions publiées par l'UTE, dans leurs plus récentes éditions et en particulier :

- ✓ Nouvelle Norme NCF 15 100 et ses additifs,
- ✓ DTU et publications de l'U.T.E.
- ✓ Décret 731007 du 31 décembre 1973, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- ✓ Arrêté du 10 novembre 1976, relatif aux instructions de sécurité
- ✓ Arrêté du 25 juin 1980 et additifs, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- ✓ Loi Handicap, RH 2007, et modificatif fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les Etablissements Recevant du Public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R-111.18.8 et R.111-18-9 du Code de la Construction relative à l'obligation de produire une attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées par un contrôleur technique.

Les matériaux mis en œuvre et l'exécution des travaux devront répondre aux lois, avis techniques, décrets, normes et règlements en vigueur et notamment :

- ✓ DTU 58.1 : Plafonds suspendus.
- ✓ P 08-311 : Cloisons construites avec des composants - Essais de résistance aux chocs.
- ✓ NFP 72-302 : Plaques de parement en plâtre - Définitions - Spécifications et essais.
- ✓ C 21 : Produits de traitement de joints entre plaques de parement en plâtre.
- ✓ NFB 12-300 : Plâtre - Généralités, clauses et conditions générales.
- ✓ NFB 12-301 : Plâtres pour enduits intérieurs à application manuelle ou mécanique de dureté normale ou de très haute dureté.
- ✓ Cahiers du C.S.T.B. concernant la réception des supports à base de plâtre recevant des revêtements collés.
- ✓ Fiches d'avis techniques du CSTB et directives U.E.A. sur cloisons, plafonds, plaques etc...
- ✓ PV d'essais réalisés à la demande des fabricants en matière de performance acoustique, résistance au feu tenue mécanique
- ✓ NF EN ISO 140-3 : Acoustique - Mesurage de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction - Partie 3 : mesurage en laboratoire de l'affaiblissement des bruits aériens par les éléments de construction
- ✓ NF EN 13986 Panneaux à base de bois destinés à la construction - Caractéristiques, évaluation de conformité et marquage
- ✓ NF P 27-815 Chevilles métalliques à expansion NF P 26-303 Plaques de parement en plâtre A.07 AFNOR Produits de traitement des joints entre plaques de parement en plâtre

5.2 Faux-plafonds

Fourniture et pose de dalles démontables de faux-plafond acoustique, comme suit, y compris coupe et calepinage sur plan :

- ✓ Dalles Tonga dB 41 A ou équivalent, le produit disposera d'une fiche de données Environnementales et sanitaires (FDES)
- ✓ Réaction au feu : A2-s1, d0
- ✓ Résistance au feu : REI 30
- ✓ Dimensions : 600 x 600, épaisseur 30 mm minimum ;
- ✓ Surface en voile de verre lisse ;
- ✓ Panneau en laine de roche haute densité ;
- ✓ Isolation phonique latérale minimum : $D_{n,f,w} (C;Ctr) : 40 (-2;-6) \text{ dB}$;
- ✓ Résistance terminus (R) : $0,75 \text{ m}^2 \text{ k/W}$;
- ✓ Réflexion à la lumière : 86%
- ✓ Coefficient absorption acoustique minimum :

Plénum	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1000 Hz	2000 Hz	4000 Hz	α_W
230 mm.	0,45	0,65	0,85	1,00	1,00	1,00	0,90
330 mm	0,40	0,60	0,90	1,00	1,00	1,00	0,90

Ossatures apparentes :

- ✓ Suspentes et écrous en acier galvanisés :

- ✓ T de 24 blanc - A, E ECR tm en acier galvanisé prélaqué, conformément aux exigences maximales de résistances à la corrosion de la norme EN 13964 (Classe D)
- ✓ Les accessoires du système seront conçus avec le même niveau de protection contre la corrosion ;
- ✓ Toutes sujétions compris ossature en acier galvanisé comprenant tous les profilés nécessaires tels que profils porteurs, suspentes, entretoises et accessoires de fixations. Finitions en rives contre murs et cloisons non amovibles par cornières de rive droite ou en Z.

Toutes les faces vues de l'ossature seront laquées blanc RAL (au choix du MOE).

- ✓ Entretien : la surface peut être aspirée à l'aide d'une brosse souple.
- ✓ Mise en œuvre conformément aux règles de l'art, normes et DTU en vigueur, ainsi qu'aux prescriptions des fabricants.

Localisation :

Ensemble des cellules, bureau de la responsable, archives, circulation

5.3 Menuiseries intérieures

5.3.1 Cloisons

5.3.1.1 Cloison de la circulation coupe-feu 1 heure

Réalisation de cloisons de distribution droites type KNAUF METAL - Parement Double KM98/48 des Ets KNAUF ou équivalent, comprenant :

- ✓ 2 plaques de plâtre KS 13 toute hauteur, vissées sur l'ossature (A2-s1, d0)
- ✓ Ossature constituée de rails hauts/bas, de profilés verticaux type M48/35, etc.
- ✓ Interposition d'un isolant acoustique en laine minérale de 48 mm d'ép. minimum des Ets ISOVER ou équivalent
- ✓ 2 plaques de plâtre KS 13 toute hauteur, vissées sur l'ossature (A2-s1, d0)

Caractéristiques :

- ✓ Épaisseur totale : 100mm ;
- ✓ Hauteur : sous dalles de plancher haut, y compris tous renforts nécessaires Affaiblissement acoustique (Rw+C) : 47 dB ;
- ✓ Résistance au feu : 1h
- ✓ Finition : prêt à peindre aux deux faces (prévu par le lot Peinture), compris réalisation de l'enduit et ponçage des bandes ;
- ✓ Classement : M0 hors dans le cas de plaque en BA13 hydrofuge ;

Ossature :

Constituée d'une ossature métallique type M48/35 des Ets KNAUF ou équivalent, fixées mécaniquement au sol et en plafond par perçage et chevilles avec mise en place de joints souples entre rails et structure, y compris montants verticaux et tous accessoires utiles et nécessaires.

Les montants verticaux seront simples ou accolés selon nécessité, en fonction de la hauteur sous plafond. Prévoir un aboutage des montants si la hauteur sous dalles est supérieure à celle des profilés standards. Assemblage et fixation selon prescriptions du fournisseur. Ces montants seront ajourés afin de permettre le passage des canalisations électriques. Mise à la terre de tous les éléments métalliques.

Prévoir le renfort des ossatures en périphérie des huisseries comprenant 2 montants boxés, 4 omégas soudés et vissés sur les montants verticaux et sur les huisseries de portes.

Finition en abouts de cloisons, en tête de cloison basse et en périphérie de passage libre par poteaux bois dur rabotés de section appropriée à l'épaisseur de la cloison.

Plaques de plâtre :

Les plaques de plâtre utilisées seront du type KS BA13 à face cartonnée et à 4 bords amincis des Ets KNAUF ou équivalent.

Dans le cas de fixation d'appareils sanitaires, meubles ou autres, il sera obligatoirement prévu des renforts métalliques ou bois incorporés au montage des cloisons. Ceux-ci seront fournis et posés par le présent lot sur les indications et implantations du MOA.

Accessoires :

Interposition d'une bande d'étanchéité (cellules fermées) sur toute la longueur des ossatures, type Compriband de TRAMICO ou équivalent.

Joint souple continu type acrylique, sur tout le pourtour des cloisons pour parfaire l'étanchéité.

Pose des huisseries :

Le présent lot aura à sa charge la mise en place, réglage, calage, etc. des huisseries (de tous types et de toutes natures) dans toutes les cloisons décrites au présent lot. Il est entendu que les huisseries et bâtis seront fournis par le présent lot.

Une coordination parfaite est demandée avec ce lot afin de ne pas retarder le planning des travaux. Mise en place conformément aux normes et DTU en vigueur.

La pose des huisseries des portes s'effectuera lorsque les conditions suivantes seront réunies :

- ✓ Cloisons tracées au sol
- ✓ Trait de niveau obligatoire
- ✓ Protégées par une bande adhérentes antichoc

La fixation et le calfeutrement des huisseries de toutes les portes devront être particulièrement soignés afin de garantir les performances acoustiques et les degrés Coupe-feu.

Toutes les huisseries ou précadres et bâtis sans exception sont partie constituante de l'ossature des cloisons : ils seront montés comme tel à l'avancement de la mise en œuvre de l'ossature métallique.

5.3.1.2 Cloisons des cellules

Chaque cellule sera séparée l'une de l'autre (sauf les deux cellules centrales – voir plan projet) par une cloison sous plafonds détaillée comme suit :

- ✓ Une partie vitrée sur allège modulable longueur 2m80, épaisseur 70, ossature aluminium, remplissage des allèges par pare plaques de plâtre, hauteur allège 1,10 m, revêtement vinyle nettoyable, store intégré dans le double vitrage (44-2) avec bouton moleté ;
- ✓ Une partie de cloison pleine longueur 1m80 côté circulation d'épaisseur identique à la partie semi vitrée, revêtement vinyle nettoyable ;
- ✓ Couleur au choix du MOA.

5.3.2 Portes

5.3.2.1 Portes d'accès aux cellules par la circulation (y compris extérieur des archives)

Fourniture et pose de portes simple vantail, âme pleine épaisseur 40 mm EI 30, équipées de ferme-porte, butées caoutchouc. Parements stratifiés aux 2 faces. Après détalonnage, en bas de portes, fourniture et pose de tôle d'inox de HT 35 cm au recto / verso collées et vissées.

- ✓ Couleur peinture au choix du MOA.
- ✓ Une porte et huisserie est à créer pour accès au bureau de la responsable par la circulation.
- ✓ Largeur des portes des cellules : 800 x 2000.
- ✓ Largeur de la porte PMR : 900 x 2000.
- ✓ Système de fermeture C-LEVER E360 à installer selon fiche technique jointe au présent CCTP.

5.3.2.2 Porte coulissante Archives

- ✓ Porte coulissante bois 1 vantail pré-peinte (Couleur au choix du MOA)
- ✓ Porte suspendue largeur 83 cm
- ✓ Système de fermeture C-LEVER E360 à installer selon fiche technique jointe au présent CCTP.

5.3.2.3 Porte coupe-feu de la circulation (SSI)

La porte existante CF et huisserie de la circulation sont à déplacer (voir plan), y compris maçonnerie.

- ✓ Une porte CF côté sanitaire est à fournir et à poser avec huisserie et maçonnerie.
- ✓ Teinte selon choix du MOA.
- ✓ Dimension des portes : 1500 x 2000.
- ✓ Contrôle d'accès :
 - ❖ Sélecteur de fermeture ;
 - ❖ Fourniture et pose de crémone type SVP 6000 ou équivalent ;
 - ❖ Fourniture et pose de verrous motorisés DORMAKABA ML 6 X 2 selon fiche technique ;

Ces portes de la circulation seront raccordées au SSI par le lot 02 ;

6 Peinture

Consistance des travaux :

- ✓ Cloison de la circulation deux faces ;
- ✓ Portes et huisseries deux faces ;
- ✓ Reprises avec les cloisons existantes ;
- ✓ Les maçonneries et huisseries des portes de la circulation ;
- ✓ Toute autre surface nécessitant une reprise de peinture ;

6.1 Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

6.1.1 Classification des produits de peinture

Ces produits sont classés suivant la norme NF T 36-005, et doivent être conformes aux normes énumérées au chapitre 2 "Références normatives" du DTU 59.1.

Les produits employés devront répondre au classement par famille suivant :

- ✓ Impression : famille 1 classe 2A/4a
- ✓ Peinture brillante : famille 1 classe 4a

Produits de marque :

Les produits de marque devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine, et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés.

6.1.2 Subjectiles

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur titulaire du présent lot procédera à la reconnaissance des subjectiles, tant pour en tirer tous renseignements utiles réalisation de son marché de travaux que pour vérifier leur état.

6.1.3 Prescriptions techniques

Il est rappelé que l'entrepreneur du présent lot n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté, d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au maître d'œuvre, les manques de compatibilités, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

L'entrepreneur du présent lot est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance des CCTP des autres corps d'état, et avoir ainsi une connaissance parfaite et complète des différents supports devant être peints.

L'entrepreneur soumettra avant le commencement des travaux au maître d'œuvre pour agrément, la liste des produits qu'il envisage d'utiliser.

Avant tout début de travaux, l'entrepreneur du présent lot s'assurera que les différents produits prévus au présent CCTP conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des subjectiles dont il aura une parfaite connaissance.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent lot sera toujours responsable du choix des produits qu'il entend mettre en œuvre.

Le choix des teintes par le maître d'œuvre se fera sur une palette de son choix et dans une marque courante, type TOLLENS, LA SEIGNEURIE, CAPAROL, ZOLPAN, SICO, WEBER & BROUTIN, SIKKENS, etc. ou techniquement équivalent, également de son choix. Le produit utilisé devra correspondre exactement à la référence donnée par le maître d'œuvre. En aucun cas, il ne sera employé un produit non préparé en usine. Le maître d'œuvre remettra à l'entrepreneur une palette des couleurs choisies pour chaque support.

6.1.4 Règles d'exécution

Les peintures ainsi que les produits pour rebouchage et enduisage devront être choisis en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures. Les peintures ainsi que les produits pour rebouchage et enduisage devront être compatibles avec le subjectile et compatibles entre eux.

Les travaux ne devront être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs. Avant application de toute couche, le subjectile devra être débarrassé des souillures, poussières, projection de plâtre ou mortier, taches de graisse, etc. Pour tous les subjectiles ayant reçu une couche primaire, le peintre devra procéder à une révision soignée de cette couche d'impression et il aura à sa charge l'exécution de tous les petits raccords nécessaires sur cette couche primaire.

Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.

6.1.5 Etat de finition

Le présent CCTP prévoit pour chaque système de peinture, les états de finition contractuellement exigés de l'entrepreneur.

Ces états de finition sont ceux définis dans le DTU 59.1.

Par référence au paragraphe 3.10 de la norme NF X 08-002, le degré de brillance à obtenir sera, sauf précision explicite dans le CCTP, le suivant : brillant.

6.1.6 Raccords

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de peinture afférents aux travaux des autres corps d'état.

6.1.7 Protection des ouvrages - Nettoyage

Le présent lot devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection de tous les ouvrages qui pourraient être tachés ou attaqués par les peintures ou autres produits employés. Il devra, le cas échéant, après exécution de ses travaux, enlever toutes les taches ou traces de peinture sur tous les ouvrages imparfaitement protégés. Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages. Tous les articles de ferrage et quincaillerie mobiles devront être nettoyés et grattés dès finition des peintures, afin d'assurer leur fonctionnement normal.

7 Documents joints au présent dossier de consultation

- ✓ Le RAAT
- ✓ Le diagnostic Plomb avant travaux
- ✓ Le PGC
- ✓ Le présent CCTP
- ✓ La DPGF
- ✓ Les plans de l'existant
- ✓ Les plans projet
- ✓ Fiches techniques fermeture portes
- ✓ Planning estimatif